

NOS ACTIONS

POUR REFUSER L'ARBITRAIRE ET LA CASSE DES SERVICES PUBLICS

Signez la pétition unitaire lancée à l'initiative du SNESUP, du SNCS, du SNTRS, de FO et de SLR.

Les soussignés réclament l'abandon du projet de modification du décret statutaire de 1984, qui applique et aggrave encore les dispositions de la loi LRU. Ils s'opposent notamment :

- aux pleins pouvoirs des présidents d'université ou directeurs d'établissement dans une gestion individuelle des carrières ;
- à une modulation des services qui se traduira par un alourdissement des services d'enseignement pour la plupart des enseignants chercheurs
- à la dépossession du CNU de tout rôle de gestion nationale des carrières des enseignants chercheurs (promotions, congés sabbatiques).

Ils demandent l'ouverture de négociations avec les organisations syndicales pour améliorer les conditions dans lesquelles les enseignants-chercheurs exercent leurs différentes missions, ce qui suppose d'alléger globalement, par des créations d'emplois, leurs services en prenant pleinement en compte leurs autres activités (recherche, administration, etc.). Ils demandent en particulier le demi-service pour les nouveaux recrutés ainsi que l'amélioration des conditions de travail, des grilles de rémunération et des salaires de tous les personnels.

Ils exigent la réorientation des moyens budgétaires à cet effet dès le budget 2009.

<http://www.recherche-enseignement-superieur.fr>

Le SNESUP, avec l'Intersyndicale Enseignement Supérieur-Recherche, appelle à l'action dans les établissements par l'organisation d'assemblées générales, en particulier le 13 novembre : statut de tous les personnels, carrières, salaires, refus de la précarité, formation des enseignants/mastérisation, évaluations, rôle du CNU, refus du diktat des classements et de la bibliométrie, AERES, ...).

Solidarité avec les universitaires et les étudiants italiens – Dans la rue, à Rome, le 14 novembre.

« Le SNESUP-FSU (principal syndicat de l'enseignement supérieur en France) tient à exprimer sa pleine solidarité avec le mouvement de protestation lancé par les universitaires et les étudiants contre la réforme des universités et, plus généralement, contre la réforme scolaire en Italie.

Les suppressions de postes, la précarisation grandissante des jeunes chercheurs, la privatisation des universités et de la recherche sont inadmissibles à l'heure où le chômage et la pauvreté explosent, où les inégalités se creusent, où les menaces pour la survie de la planète ne trouvent pas de réponse internationale de la part des institutions.

Dans ces atteintes sans précédent au système éducatif italien, le SNESUP-FSU reconnaît celles qu'il a combattues et continue de combattre en France : réforme de la recherche (dite "Pacte pour la recherche" en 2006), réforme de l'enseignement supérieur (dite loi "Liberté et responsabilités des universités", LRU, en 2007), à présent démolition des statuts des personnels, démantèlement du service public, suppression d'emplois et coupes sombres dans le budget.

En dépit de la crise financière et économique qui balaie l'Europe après les États-Unis, nos gouvernants persistent sans vergogne à appliquer les principes néolibéraux édictés notamment à Lisbonne en 2000. C'est tous ensemble que nous devons travailler à empêcher que la recherche et l'enseignement supérieur soient soumis aux intérêts privés, au lieu d'être mis au service du progrès social. C'est tous ensemble que nous devons nous battre pour que l'accès à l'université reste démocratique, ouvert à tous, porteur de la liberté des savoirs et de l'esprit critique.

Le SNESUP-FSU salue la lutte des enseignants-chercheurs et des étudiants italiens. Il la suit avec la plus grande attention, lui apporte son soutien total et la fait connaître en France.

Il appelle à ce que tout soit mis en œuvre pour organiser une riposte européenne, par exemple en organisant une journée de manifestation européenne en mars prochain, à l'occasion du sommet européen de printemps, qui portera notamment sur l'enseignement supérieur et la recherche, et en décidant de modalités communes d'action pour bloquer le processus de liquidation des universités publiques de France et d'Italie.

Paris, le 4 novembre 2008 - Jean FABBRI, Secrétaire Général »

**20 NOVEMBRE : APPEL A LA GREVE POUR NOS REVENDICATIONS
TOUS DANS L'ACTION**